

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU MARDI 24 SEPTEMBRE 2024 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION DRH/24-09-2024/Q34

Date de convocation : 18 Septembre 2024

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,  
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

**Membres présents :** M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. DECALION Ismaël, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, M. BRULANT Damien (à partir de la question 11), M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

**Membres absents ayant donné procuration :**

Mme DAUCHET Martine : procuration à Mme THUILLEZ Martine  
Mme CHATELAIN Nathalie : procuration à M. BAUDOUX Aurélien  
M. BALEDENT Matthieu : procuration à M. BRICOUT Frédéric  
Mme CAILLAUX Céline : procuration à Mme PLUCHART Claudine  
M. BRULANT Damien : procuration à M. ROUSSEAU Jérémy (jusqu'à la question 10)

**Membre absent excusé :**

Mme DISDIER Mélanie

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

**OBJET : PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P) – INGÉNIEURS TERRITORIAUX ET TECHNICIENS TERRITORIAUX**

Madame Martine THUILLEZ, Adjointe au Maire, rappelle que par délibération en date du 14 décembre 2020 pour les Ingénieurs territoriaux et par délibération en date du 16 mars 2021 pour les Techniciens territoriaux, le Conseil Municipal a adopté le nouveau régime indemnitaire transposable à la fonction publique territoriale, le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.).

Par arrêtés parus au Journal Officiel le 5 novembre 2021, les plafonds d’attribution de l’IFSE et du CIA pour les Ingénieurs territoriaux et des Techniciens territoriaux ont été modifiés.

La présente délibération a vocation à mettre en application ces nouveaux plafonds d’attribution. Les critères d’attribution et de suspension du régime indemnitaire des ingénieurs et techniciens territoriaux resteront inchangés.

Suite à l’Avis émis par le Comité social territorial lors de sa séance du 17 septembre 2024.

**INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)**

L’I.F.S.E vise à valoriser l’exercice des fonctions et constitue l’indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d’une part sur une formalisation précise de critères professionnels et d’autre part sur l’expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l’agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d’emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel

**Les bénéficiaires**

L’I.F.S.E. sera attribuée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel et cela au prorata du temps de travail. Le cas échéant, ce régime indemnitaire sera étendu aux fonctionnaires accueillis dans le cadre d’une mise à disposition.

**La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Chaque part de l’I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l’État.  
Chaque cadre d’emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTION PAR EMPLOI	EMPLOIS	MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
		Agent non logé	Agent logé par nécessité absolue de service
INGÉNIEURS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Emploi fonctionnel  Direction d'une structure	46 920 €	32 850 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une structure  Responsable d'un ou plusieurs services / Chef de pôle	40 290 €	28 200 €

Groupe 3	Chef de projet Chargé d'opération Chargé de missions	<b>36 000 €</b>	<b>25 190 €</b>
<b>TECHNICIENS TERRITORIAUX</b>			
Groupe 1	Directeur d'un service, niveau d'expertise supérieur  Direction de travaux sur le terrain, responsable d'un service	<b>19 660 €</b>	<b>13 760 €</b>
Groupe 2	Adjoint au Responsable de service, expertise	<b>18 580 €</b>	<b>13 005 €</b>
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise	<b>17 500 €</b>	<b>12 250 €</b>

**Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.**

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen :

1. En cas de changement de fonctions,
2. Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
3. En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

**Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.**

L'I.F.S.E subira les abattements suivants :

En cas de congé de maladie ordinaire :

- maintien des primes IFSE lors du premier arrêt de maladie avec prolongations éventuelles incluses.
- lors du 2ème arrêt pour maladie ordinaire, diminution du régime indemnitaire au prorata des journées d'absence – abattement par application de la règle du 1/30ème.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption, l'IFSE sera maintenu intégralement.

En cas de congé de longue maladie, de congé de grave maladie et de congé de longue durée : suspension de l'I.F.S.E.

En cas de sanction disciplinaire : l'attribution de l'I.F.S.E sera laissée à l'appréciation de l'autorité territoriale.

**Le versement de l'I.F.S.E.**

Cette indemnité sera versée mensuellement.

**LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)**

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.



L'appréciation de la valeur professionnelle se fonde sur l'entretien professionnel et notamment :

- la valeur professionnelle de l'agent,
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions,
- son sens du service public,
- sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail,
- la connaissance de son domaine d'intervention,
- sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires internes ou externes
- son implication dans les projets du service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel.

### Les bénéficiaires

Le C.I.A. sera attribué aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel et cela au prorata du temps de travail. Le cas échéant, ce régime indemnitaire sera étendu aux fonctionnaires accueillis dans le cadre d'une mise à disposition.

### La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'État.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

GROUPES DE FONCTIONS PAR CADRE D'EMPLOIS		MONTANTS ANNUELS MAXIMA DU C.I.A. (PLAFONDS)
<b>INGENIEURS TERRITORIAUX</b>		
Groupe 1	Emploi fonctionnel  Direction d'une structure	<b>8 280 €</b>
Groupe 2	Direction adjointe d'une structure  Responsable d'un ou plusieurs services / Chef de pôle	<b>7 110 €</b>
Groupe 3	Chef de projet  Chargé d'opération  Chargé de missions	<b>6 350 €</b>
<b>TECHNICIENS TERRITORIAUX</b>		
Groupe 1	Directeur d'un service, niveau d'expertise supérieur  Direction de travaux sur le terrain, responsable d'un service	<b>2 680 €</b>  -
Groupe 2	Adjoint au Responsable de service, expertise	<b>2 535 €</b>
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise	<b>2 385 €</b>

**Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A.**

Le C.I.A. subira les abattements suivants :

En cas de congé de maladie ordinaire :

- maintien des primes C.I.A. lors du premier arrêt de maladie avec prolongations éventuelles incluses.
- lors du 2ème arrêt pour maladie ordinaire, diminution du régime indemnitaire au prorata des journées d'absence – abattement par application de la règle du 1/30ème

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption, le C.I.A. sera maintenu intégralement

En cas de congé de longue maladie, de congé de grave maladie et de congé de longue durée : suspension du C.I.A.

En cas de sanction disciplinaire : l'attribution du C.I.A. sera laissée à l'appréciation de l'autorité territoriale.

**Le versement du C.I.A.**

Cette indemnité sera versée mensuellement et ne sera pas reconductible d'une année sur l'autre.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Après consultation, pour avis, du Comité Social Territorial,

Eu égard à ce qui précède,

il est proposé au Conseil Municipal :

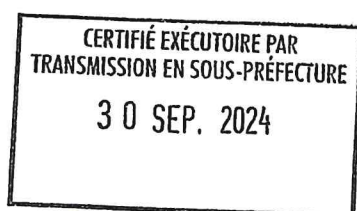
- d'instaurer l'application des nouveaux plafonds d'I.F.S.E et de C.I.A. pour les cadres d'emplois des ingénieurs et techniciens territoriaux : à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024
- de retenir les critères d'attributions énoncés précédemment
- de retenir les critères d'abattements proposés en cas de maladie et de sanctions disciplinaires.

Les crédits sont prévus au budget de l'exercice en cours.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT

## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry  
Utilisateur : PASTELL Plateforme

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **DEL240924\_Q34**  
Objet : **Personnel communal ? Modification des conditions d'attribution du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) ? Ingénieurs territoriaux et techniciens territoriaux**  
Type de transaction : Transmission d'actes  
Date de la décision : 2024-09-24 00:00:00+02  
Nature de l'acte : Délibérations  
Documents papiers complémentaires : NON  
Classification matières/sous-matières : 4.5 - Regime indemnitaire  
Identifiant unique : 059-215901398-20240924-DEL240924\_Q34-DE  
URL d'archivage : Non définie  
Notification : Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 059-215901398-20240924-DEL240924_Q34-DE-1-1_0.xml	text/xml	1.1 Ko
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : DEL240924_Q34.pdf Nom métier : 99_DE-059-215901398-20240924-DEL240924_Q34-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	2 Mo

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	30 septembre 2024 à 15h32min13s	Dépôt initial
En attente de transmission	30 septembre 2024 à 15h32min24s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 septembre 2024 à 15h35min14s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 septembre 2024 à 15h35min22s	Reçu par le MI le 2024-09-30